

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECONOTRE

Zone des Turquès
Route de Montauban
31660 Bessières

Références : 2024-167
Code AIOT : 0006802560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières. L'inspection a été annoncée le 30/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières
- Code AIOT : 0006802560
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECONOTRE exploite à Bessières une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefer.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021.

Le tonnage annuel autorisé est de 196 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale traçabilité des déchets
- lutte contre l'incendie
- mâchefer

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
6	Déchets issus de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.1.9	Sans objet
7	Déchets issus de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.1	Sans objet
8	Déchets issus de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.3	Sans objet
9	Déchets issus de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant réalise une bonne traçabilité relative aux déchets entrants

et sortants, les installations de protection contre l'incendie sont surveillées régulièrement. Au cours de la visite, l'inspection a relevé que la géomembrane du bassin de rétention de 900 mètres cubes ne recouvre pas la totalité de son volume dédié et doit être réparée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rempli le registre national des déchets (RNDTS) pour l'année 2022 et 2023. L'inspection a réalisé une extraction du registre attestant de la transmission des données. L'exploitant a présenté le fonctionnement mis en place pour incrémenter le RNDTS. L'incrémentation du registre se fait en temps réel, il y a une communication entre le logiciel de l'exploitant et le registre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets entrants
Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'inspection a consulté le registre de suivi des déchets entrants mis en place par l'exploitant, il n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.

L'exploitant n'a pas mis en place de documents d'acceptation préalable pour l'ensemble des apporteurs, conformément au point 3.1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

L'inspection a consulté, par sondage, les images de la caméra enregistrant le déchargement des déchets au niveau de la fosse, l'inspection a pu identifier l'apporteur et les déchets déchargés, cela n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection. Ainsi, le dispositif de contrôle par vidéo permet d'enregistrer les images de déchargement permettant d'identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation du véhicule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le registre de déchets sortants de l'installation, l'exploitant a présenté le registre des déchets dangereux sortant de l'installation, il n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.</p> <p>L'inspection a consulté par sondage, les bordereaux de suivi dématérialisés pour les cendres du 14 août 2023 et pour les gâteaux filtrants du 24 octobre 2023. Ils sont correctement remplis.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le registre des déchets sortant comprend l'ensemble des déchets et pas seulement les déchets dangereux, le suivi des déchets de métaux est réalisé mais non formalisé dans le registre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent} permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 À pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...);- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques- d'extincteurs à poudre (ou équivalent}, type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances- de poteaux d'incendie normalisés répartis dans l'usine où à proximité immédiate. <p>En complément, les zones de risque incendie définies au chapitre 7.6 comportent les moyens supplémentaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'aire d'aspiration permettant la mise en œuvre aisée de 3 engins pompes sur le lac doit être conforme à la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951 ;- Trois poteaux d'incendie de 100 mm normalisés NFS 61.213. Ils sont implantés tel que prévu dans le dossier présenté. Les règles d'installation définies dans la norme NFS 62.200 doivent être respectées. Deux poteaux d'incendie doivent pouvoir fonctionner en débit simultané ;- les Sapeurs-Pompiers doivent pouvoir trouver sur place, en tout temps 480 mètres cubes d'eau utilisable en 2 heures : <p>— À partir d'un réseau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mn normalisés NFS 61.213 (débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de 1 bar), remplissant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- distance maximale, par les voies de circulation, entre l'entrée du bâtiment le plus proche d'un accès voie publique et :- l'hydrant le plus proche = 100m,- l'hydrant le plus éloigné = 300 m,- distance maximale entre hydrants : 200 m. <p>Les poteaux d'incendie de 100 mm doivent respecter les règles d'installation définies dans la norme NFS 62.200.S</p> <p>— Par des points d'eau naturels (cours d'eau, étangs, mures, etc.) remplissant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- être situés à moins de 200 mètres des risques à défendre ;- posséder une hauteur d'aspiration maximale inférieure à 6 mètres- toujours accessibles aux engins pompe (plate-forme de manœuvre aménagée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951). <p>— Des extincteurs portatifs de nature et de capacité appropriées aux risques présumés doivent être implantés. En l'absence de risques particuliers, répartir un extincteur portatif à eau pulvérisée, de 6 litres au minimum par 200m² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau, conformément à l'article R.232 12 17 du Code du Travail</p> <p>Un réseau de robinets d'incendie armés, susceptible de couvrir toute la surface considérée conformément à la règle R5 de l'A.P.S.AD. où à un référentiel équivalent est implanté. Une vanne clairement identifiée, situés en amont du réseau et protégée contre le gel, permettra d'isoler ce</p>

<p>réseau en cas de besoin.</p> <p>Un canon à eau fixe de 1 000 litres par minute est installé dans le hall de déchargement de l'incinérateur d'ordures ménagères.</p> <p>Un système de détection d'incendie tel que prévu dans le dossier présenté est installé</p> <p>Des détecteurs autonomes déclencheur au niveau du plancher technique de la salle de commande "incinération" sont installés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations de détection incendie pour le centre de tri et l'incinérateur : écarts par rapport au référentiel APSAD (Rapport SPIE du 21/06/2023 et 13/11/2023) - poteaux incendie : avis satisfaisant (APAVE - 25/10/2023) - extincteurs pour le centre de tri et l'incinérateur (CHUBB 06/09/2023 - extincteurs remplacés ou vérifiés) - RIA pour le centre de tri et l'incinérateur (CHUBB 17/10/2023 : l'exploitant a présenté les factures pour le remplacement des RIA du centre de tri mais pas pour le RIA n°8 du bâtiment UVE) <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place les actions correctives.</p> <p>L'exploitant transmet les factures attestant du remplacement du RIA indiqué ci-dessus et les actions correctives mises en place pour répondre aux écarts relevés par SPIE lors du contrôle de la détection incendie.</p> <p>L'exploitant a mis en fonctionnement les deux canons à eau de la fosse, l'inspection a constaté leur bon fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de confinement doit être installé afin de pouvoir recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie. Il doit avoir une capacité minimale de 480 mètres cubes. Les eaux incendie de la zone de traitement des fumées et des mâchefers sont collectées dans le bassin de 900 mètres cubes.</p> <p>Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées en application de l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence des deux bassins de confinement. Lors de la visite, il a été constaté que le bassin de rétention de la zone de traitement des fumées et des mâchefers était plein et que l'eau était en contact direct avec le terrain sur une petite partie du bassin. La géomembrane ne protège plus le terrain, le bassin n'est donc pas étanche sur cette zone.</p>

L'exploitant met en place des actions correctives afin de rendre le bassin étanche.
L'exploitant n'a pas pu justifier que le volume disponible dans le bassin permet de recueillir les eaux incendie de la zone de traitement des fumées et des mâchefers. L'exploitant transmet ces éléments à l'inspection.
De plus, l'exploitant mettra en place un repère sur le bassin qui permettra de s'assurer qu'un volume est toujours disponible pour recueillir les eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déchets issus de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment « Les mâchefers ; les métaux ferreux extraits des mâchefers le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ; les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets, dont = poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ; = cendres sous chaudière ; = gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ; = charbon actif usé provenant de l'épuration des fumées ; déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site.
Constats : L'exploitant tient à jour une comptabilité des déchets sortants, ces informations sont contenues dans le registre des déchets et le bilan annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets issus de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mâchefer
Prescription contrôlée : Le stockage de mâchefers d'incinération présente une surface de 4 700 m ² soit une capacité maximale de 22 000 tonnes. L'aire de stockage et de traitement des mâchefers est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle est étanche. Les eaux de percolation et de ruissellement de l'aire mâchefers sont récupérées et réutilisées après traitement pour l'extinction des mâchefers. Les mâchefers doivent être refroidis. Les mâchefers sont déferpillés. Les stockages de métaux ferreux et non ferreux sont réalisés sur une superficie totale de 50 m ² . La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 5%
Constats :

<p>L'exploitant a présenté les résultats de teneur maximale en imbrûlés sur les mâchefers pour le troisième trimestre 2023, les résultats sont inférieurs à 5%.</p> <p>L'aire de stockage des mâchefers n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.</p> <p>Pendant la visite d'inspection, le personnel de l'entreprise JEAN LEFEBVRE n'était pas présent, l'inspection a constaté sur l'affichage des lots de la case 4 deux lots octobre 2023 et novembre 2023, sans voir de séparation entre les lots dans cette case.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant justifiera la traçabilité des lots d'octobre et novembre 2023, étant donné que l'inspection n'a pas constaté deux tas séparés dans la case.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déchets issus de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cendres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cendres volantes recueillies au niveau des filtres et les cendres sous chaudières sont stockées dans deux silos de 100 mètres cubes chacun. Ils ne peuvent être éliminées que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre du code de l'environnement et notamment son livre V Titre</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le registre des déchets sortants et par sondage les bordereaux de suivi des déchets des cendres, elles sont éliminées en installation de stockage de déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déchets issus de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2005, article 5.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des résidus de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse, au moins une fois par trimestre, des différents résidus de l'incinération des déchets est effectuée sur un échantillon composite. En particulier, un test de lixiviation est réalisé conformément au protocole défini par la norme X 31.210. Les analyses portent notamment sur la fraction soluble, les teneurs en métaux lourds et le COT. La teneur en imbrûlés dans Les mâchefers est contrôlée chaque trimestre. Le résultat de ces analyses est transmis, une fois par trimestre, à l'inspection des installations classées. La teneur en carbone organique total ou la perle au feu des mâchefers un plan de suivi de ce paramètre est défini.</p>
<p>Constats :</p> <p>La plateforme de traitement des mâchefers est gérée par l'entreprise JEAN LEFEBVRE. Les</p>

mâchefers, après traitement et démétallisation, sont valorisés en sous couche routière par l'entreprise JEAN LEFEBVRE.

L'exploitant a présenté les résultats des analyses des mâchefers de mars et septembre 2023. Le test de lixiviation est réalisé selon la norme NF EN 12457-2, conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Les résultats n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection.

Les mâchefers sont conformes et peuvent être utilisés en technique routière.

La teneur en imbrûlé a été présentée pour le 3^e trimestre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite